

La protection sociale d'un pays est à mettre en regard de plusieurs facteurs, notamment le contexte économique. Les besoins en matière de protection sociale, ainsi que les ressources du système, varient en effet en fonction de la conjoncture économique et de la situation sur le marché du travail. La démographie joue également un rôle important dans la compréhension des systèmes d'État-providence : autant le nombre de naissances pour analyser les politiques familiales, que le vieillissement de la population pour comprendre la dynamique des risques santé, vieillissement et dépendance.

### Repartie à la hausse depuis 2014, l'activité économique est moins dynamique en 2018 dans les pays de l'UE-28

Au sein de l'UE-28, la croissance est toujours dynamique en 2018 et elle atteint 2,0 % en moyenne (*graphique 1*). Depuis 2014, l'activité économique est repartie à la hausse avec des évolutions du PIB en volume toujours supérieures à +1,7 % en moyenne par an. Toutefois la croissance en 2018 est moins soutenue qu'en 2017 (+2,6 %). Ce léger fléchissement du taux de croissance reflète un ralentissement de l'économie mondiale, après une croissance économique soutenue au cours des six dernières années (Commission européenne, 2019).

Tous les pays affichent une croissance positive en 2018, comme en 2017. Néanmoins trois pays encore (la Grèce, l'Italie, et la Croatie dans une moindre mesure) ont un PIB en volume inférieur à celui de 2008. Les écarts de dynamiques se poursuivent en 2018. Dans la plupart des nouveaux pays membres de l'Europe (NM-13), les taux de croissance sont élevés : +4 % pour les NM-13 en moyenne par rapport à 2017. L'Espagne et le Portugal poursuivent en 2018 leur rebond avec des taux de croissance respectifs de +2,4 % et +2,6 % (en 2017 : +2,9 % et +3,5 %). Le Portugal en 2017 et l'Espagne en 2019 sont sortis de la procédure de déficit excessif mise en place par la Commission européenne à la suite de la crise économique de 2008.

En France, le PIB croît de +1,8 % en 2018, soit 0,5 point de moins que l'année précédente. Malgré cet amoindrissement de la croissance, l'activité française résiste plutôt mieux que certains de ses voisins européens aux chocs internationaux qui ont pesé sur l'économie mondiale (escalade des droits de douane lié aux tensions entre les États-Unis et la Chine, nouvelles normes dans l'industrie automobile, incertitudes politiques en Europe), ce malgré le mouvement des « Gilets jaunes » qui a impacté la consommation au dernier trimestre. Outre-Rhin, le PIB croît de 1,5 % en 2018, soit 1 point de moins qu'en 2017, l'industrie allemande subissant particulièrement le ralentissement économique mondial. Au Royaume-Uni, les perturbations associées au Brexit entraînent un ralentissement : +1,3 % en 2018 après +1,9 % en 2017. Le Brexit sans accord constitue pour l'Europe une source majeure d'incertitude. L'Italie se trouve à la fois exposée au ralentissement économique mondial et à des craintes face

à la politique économique budgétaire expansive menée par le gouvernement Ligue - Mouvement 5 étoiles formé en 2018. L'Italie occupe à présent la dernière place des pays de l'UE-28 ayant la croissance la plus faible, en remplacement de la Grèce dont la croissance est de +1,9 %.

### Une réduction généralisée des déficits en Europe

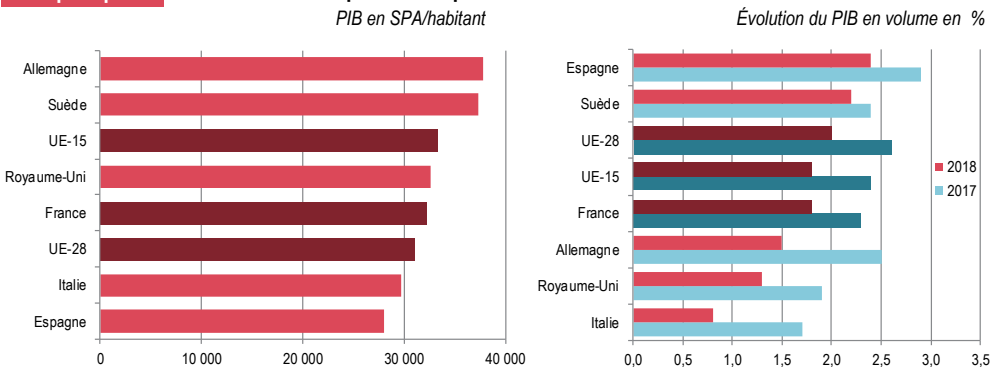
La crise économique a détérioré la situation budgétaire de l'ensemble des pays européens, avec un fort accroissement, en 2009, des déficits publics au sens des critères de convergence du traité de Maastricht (*graphique 2*). Celui-ci prévoit un déficit maximal de 3 % du PIB en période ordinaire pour les pays de la zone euro. Cette détérioration limite la marge de manœuvre des États en matière de dépenses de protection sociale, notamment dans les systèmes beveridgiens principalement financés par les contributions publiques.

Entre 2010 et 2018, la situation s'est peu à peu améliorée dans l'ensemble des pays de l'Union (-0,7 % du PIB en 2018). L'ensemble des pays de l'Union se conforment en 2018 aux critères de convergence du traité. Le besoin de financement<sup>1</sup> de la France respecte ces critères depuis 2017 après neuf années de dépassement du seuil fixé par les traités européens. Après un déficit public de 2,9 % du PIB en 2017, il est de 2,3 % en 2018. Parmi les autres pays considérés, la situation en 2017 et 2018 converge vers une réduction du déficit public, voire un excédent dans certains cas. L'Espagne, dont les besoins de financement avaient atteint un record de 11 % du PIB en 2009, respecte en 2018 le critère de convergence du traité de Maastricht (-2,5 % du PIB). Le Royaume-Uni, dont le déficit s'était également fortement accru à la suite de la crise économique de 2008, retrouve une situation ordinaire à partir de 2017 (-2,2 % du PIB en 2018). Le déficit public de l'Italie se maintient sous le seuil de 3 % du PIB depuis 2012 (-2,2 % en 2018). Enfin, en Allemagne les administrations publiques sont excédentaires depuis 2014 (+1,9 % de PIB en 2018).

### Les améliorations du marché du travail se poursuivent en 2018

En 2018, le taux de chômage des 15-64 ans en moyenne annuelle recule dans tous les pays de l'UE. Au sens du Bureau international du travail (BIT), il atteint 6,9 % de la population active en moyenne dans l'UE-28 (*graphique 3*), contre 7,7 % en 2017. Pour la première fois en 2018, il est inférieur à son niveau de 2008 (7,1 %). Des écarts importants entre pays persistent néanmoins. La Grèce et l'Espagne demeurent toujours plus touchés que les autres pays membres, respectivement 19,5 % et 15,4 % de chômeurs parmi la population active (15-64 ans), malgré une baisse importante entre 2017 et 2018 (-2 points). Le taux de chômage au sens du BIT est de 9,1 % en France en 2018, en baisse de 0,4 point par rapport à l'année précédente.

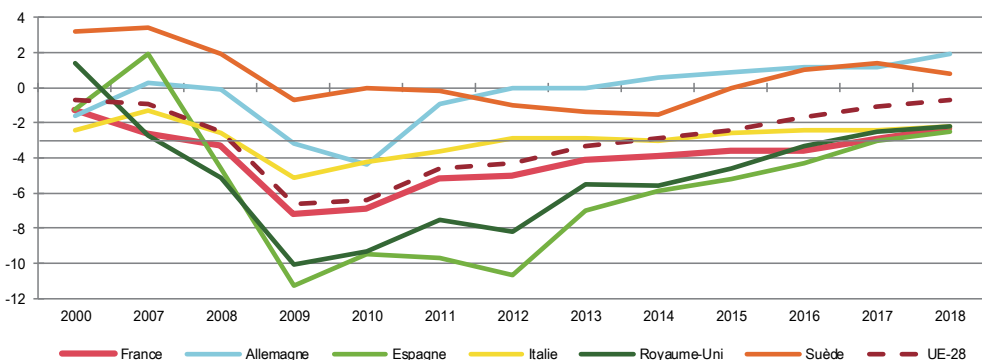
**Graphique 1** Situation économique en Europe en 2018



**Note** > Les données pour les pays de l'UE-28 sont disponibles dans les données associées à l'ouvrage sur le site Internet de la DREES.  
**Source** > Eurostat, Comptes nationaux annuels.

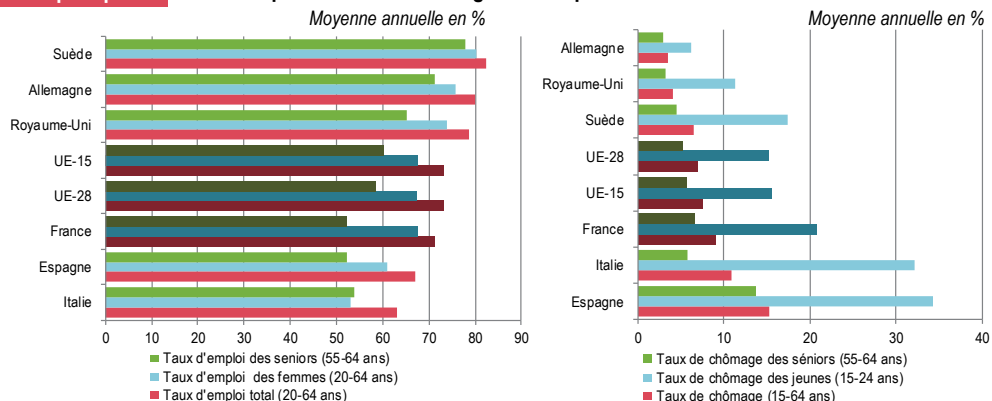
**Graphique 2** Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques entre 2000 et 2018

En % du PIB



**Note** > Les capacités de financement des administrations publiques correspondent aux valeurs positives et leurs besoins aux valeurs négatives.  
**Source** > Eurostat, Comptes nationaux annuels.

**Graphique 3** Taux d'emploi et taux de chômage en Europe en 2018



**Source** > Eurostat, Enquête européenne sur les forces de travail (EFT), taux de chômage au sens du BIT.

1. Le déficit public au sens de Maastricht correspond exactement au besoin de financement des administrations publiques.  
**Pour en savoir plus**  
 > **Commission européenne** (2019, septembre). Rapport sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe en 2019.

Il est compris entre 5 % et 8 % dans douze pays de l'UE et inférieur à 5 % dans neuf autres, dont l'Allemagne (3,5 %) et le Royaume-Uni (4,1 %). C'est le taux de chômage des 15-24 ans qui demeure le plus élevé. Il recule de 1,7 point pour atteindre 15,1 % dans l'UE-28, inférieur à son niveau d'avant-crise. Il reste très élevé en Espagne et en Italie (plus de 30 %), en Grèce (40 %) et dans une moindre mesure en France (20,8 %). Le taux de chômage des seniors (55-64 ans) est en revanche inférieur (5,2 %) à celui du reste de la population (6,9 %). En France, il est légèrement supérieur mais reste à un niveau faible (6,6 %).

### **Une dynamique de l'emploi plus favorable aux femmes depuis la crise de 2008**

Le recul du chômage et la hausse du taux d'activité ont contribué à la hausse du taux d'emploi des 20-64 ans. Ce taux continue d'augmenter en 2018 pour atteindre 73,2 % en moyenne au sein de l'UE-28. Il s'agit du taux le plus élevé jamais atteint, qui se rapproche de l'objectif de 75 % défini dans le cadre de la stratégie UE 2020. Là encore, les différences entre pays demeurent marquées (82,4 % en Suède, mais seulement 59,5 % en Grèce). Le taux d'emploi des femmes de 20 à 64 ans est inférieur à celui des hommes, mais l'écart tend à se réduire (*graphique 4*). En effet, avant comme après la crise, la dynamique de l'emploi demeure plus favorable pour les femmes dans l'UE-28. Le taux d'emploi féminin est relativement peu affecté par la crise : en baisse de 0,7 point de 2008 à 2010, il augmente en continu entre 2010 et 2018 de 5,3 points, pour atteindre 67,4 %, soit davantage qu'avant la crise (62,7 % en 2008). En revanche, le taux d'emploi des hommes diminue plus fortement que celui des femmes, puis augmente plus faiblement durant ces mêmes périodes. Ces différences s'expliquent par la surreprésentation des femmes dans les secteurs qui ont le mieux résisté à la crise (services, secteurs non marchands...), mais aussi par le développement de mesures permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle, ainsi que par certaines réformes des systèmes de retraite qui vont dans le sens d'une convergence de l'âge légal de départ à la retraite entre femmes et hommes (Italie, Royaume-Uni...). Ainsi, l'écart de taux d'emploi entre les femmes et les hommes a baissé, passant de 16 à 12 points entre 2007 et 2018. En France, on observe le même mouvement de convergence sur les onze dernières années.

### **L'emploi des seniors en constante augmentation**

En 2018, le taux d'emploi des seniors (55-64 ans) atteint 58,7 % en moyenne dans l'UE-28. Il varie fortement selon les pays, de 41,1 % en Grèce à 78 % en Suède. Il augmente de 13,4 points entre 2008 et 2018 dans l'UE-28, particulièrement en Allemagne (+15 points) et en Italie (+19 points). En France, cette hausse est de 14 points, le taux d'emploi des seniors s'établissant à 52,3 %. Ces hausses sont principalement liées aux réformes qui retardent l'âge légal de départ à la retraite, augmentent la durée d'assurance requise pour bénéficier d'une pension à taux plein ou durcissent les conditions de départ en préretraite. Elles peuvent aussi être favorisées par le développement de dispositifs permettant de prolonger la durée effective

d'activité des seniors (adaptation des horaires et des conditions de travail, formation tout au long de la vie, etc.).

### **Le risque de pauvreté ou d'exclusion en recul en 2018 et toujours variable selon les pays**

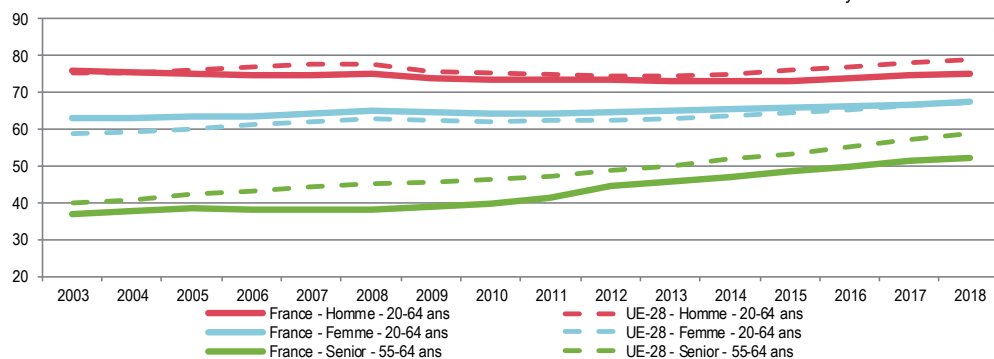
La reprise de l'emploi dans l'UE-28 induit une baisse de la part de la population confrontée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (Commission européenne, 2019). S'établissant à 21,8 % en moyenne, ce taux est au plus bas depuis la mise en place de cet indicateur en 2008 dans le cadre de la stratégie UE 2020 (*graphique 5*). Ce taux et son évolution sont très variables d'un pays à l'autre. Dans les pays du sud de l'Europe, la situation relative s'est dégradée notamment à la suite de la crise de 2008, à l'inverse de la plupart des pays de l'Est (Rhomari et Roussel, 2018). Globalement, on assiste à une diminution quasi générale de la pauvreté et de l'exclusion sociale entre 2017 et 2018. Quelques pays font exception, dont la France, mais cette augmentation n'est pas significative statistiquement (+0,4 point). Le taux de pauvreté ou d'exclusion sociale est par ailleurs parmi les plus faibles de l'UE en France et aux Pays-Bas (environ 17 %), plus élevé en Allemagne (18,7 %) et au Royaume-Uni (23,1 %). Plus d'un quart de la population est encore touchée par ce risque en Espagne et en Italie en 2018. Au-delà de la question de la pauvreté, dans la plupart des pays membres, les inégalités de revenu disponible (après transferts sociofiscaux) se creusent de 2008 à 2018 entre les 20 % de la population ayant les revenus les plus élevés et les 20 % ayant les revenus les plus faibles, surtout en Italie et en Espagne. Elles sont néanmoins stables dans quatre pays, dont la France et l'Allemagne, et diminuent dans neuf pays. En 2018, parmi les pays de l'UE-15, les inégalités de revenu disponible sont les plus faibles en Belgique et en Finlande (rapport interquintile inférieur à 4).

### **Un vieillissement démographique général en Europe**

La structure de la population européenne continue sa transformation en 2018. La génération du baby-boom vieillit, l'espérance de vie tend toujours à augmenter, et la fécondité est en moyenne en 2018 de 1,6 enfant par femme dans l'UE-28, soit un niveau inférieur au seuil de renouvellement des générations. La population de 20 à 59 ans, la plus active sur le marché du travail, passerait ainsi de 49 % de la population totale en 2018, à 45 % en 2070 selon les estimations de population réalisées par Eurostat (*graphique 6*). À cet horizon, cette part diminuerait de 7 points en Espagne et de 4 points en Italie. La baisse serait moindre en France (-3 points) ainsi qu'en Suède (-1 point). À l'horizon 2070, c'est essentiellement la part des 75 ans ou plus qui devrait augmenter. L'augmentation est en moyen de 10 points parmi les pays de l'Union, comme en France. L'allongement de la durée de vie et l'augmentation de la part de la population âgée de 60 ans ou plus, et plus particulièrement de 75 ans ou plus, constituent un défi pour les systèmes de retraite ainsi que pour la prise en charge de la dépendance. L'un des enjeux des pays de l'UE est donc de limiter la contraction de la population en âge de travailler afin de pouvoir financer ces risques.

**Graphique 4** Évolution du taux d'emploi en France et en Europe entre 2003 et 2018

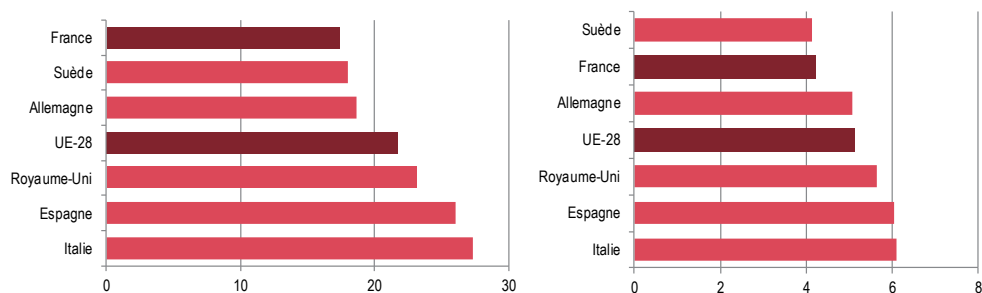
Moyenne annuelle en %



Source &gt; Eurostat, EFT, taux de chômage au sens du BIT.

**Graphique 5** Conditions de vie en Europe en 2018

Personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en %

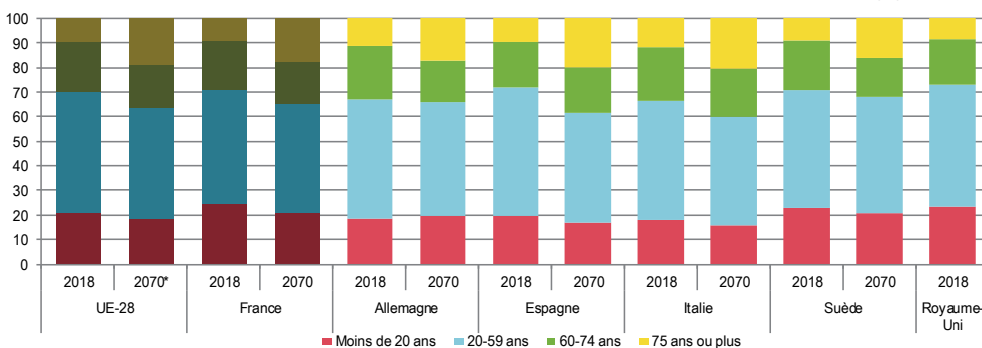
Inégalité de la distribution de revenu disponible après transferts  
(rapport interquintile S80/S20)

**Note** > Les personnes confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (indicateur AROPE [at Risk of Poverty or Social Exclusion]) au sont celles appartenant à au moins l'un des trois groupes suivants : la population exposée au risque de pauvreté, la population en situation de privation matérielle sévère et la population vivant dans des ménages à faible intensité de travail. Le rapport interquintile S80/S20 est calculé comme le rapport entre le revenu disponible après transferts perçu par les 20 % de la population ayant les revenus les plus élevés (quintile supérieur) et celui perçu par les 20 % de la population ayant les revenus les plus faibles (quintile inférieur).

Source &gt; Eurostat, Enquête européenne sur les ressources et les conditions de vie (SRCV-UE).

**Graphique 6** Population par classe d'âge en 2018 en Europe et perspectives à l'horizon 2070

En % de la population totale



\* Les prévisions réalisées par Eurostat en 2019 n'intègrent plus le Royaume-Uni dans l'UE-28.

Source &gt; Eurostat, indicateurs démographiques et estimations de la population réalisées en 2019.

**Pour en savoir plus**

> Rhomari, M., Roussel, R. (2018, octobre). Près d'un quart de la population européenne est toujours en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2016. DREES, *Études et Résultats*, 1088.